

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 25656**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit de la Santé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Lille 2 droit et santé	M. Le Président de l'Université Lille 2, Monsieur le recteur de l'académie de Lille

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Conseiller les acteurs du système de santé et gérer les dossiers contentieux dans les domaines correspondants
- Créer des partenariats, animer des équipes et des réseaux pour conduire des projets dans le domaine social, sanitaire et médico-social
- Monter, suivre et évaluer des dossiers d'autorisation sanitaire
- Mettre en place des actions de coopération sanitaire
- Accompagner les établissements de santé dans leur démarche de certification
- Participer à l'élaboration et à la promotion des politiques de santé publique
- Maîtriser les procédures de passation des marchés publics spécifiques au domaine de la santé
- Organiser la veille et la recherche juridiques dans les champs sanitaire, social et médico-social
- A: Droit Français et Européen des Produits de Santé:
 - Connaître les modalités de suspension ou de modification d'autorisations administratives des médicaments et les conventions de droit public conclues entre les laboratoires et les autorités publiques ;
 - appréhender les responsabilités pénales et civiles dans le domaine des produits de santé ;
 - connaître et actualiser les connaissances relatives aux règles applicables aux industries de santé étant issues de directives, règlements et les lignes directrices européennes ;
 - savoir gérer les questions relatives à la propriété intellectuelle, avec, en particulier, un droit des brevets pharmaceutiques
- B : Droit et politiques de santé :
 - Connaissance du système de santé et de l'organisation des établissements de santé
 - Capacité à l'analyse des normes juridiques et à la rédaction de note
 - Compréhension et analyse des contentieux
 - Conseils juridiques
 - Participation à l'élaboration des politiques de santé
- C : Droit et management de la santé au travail :
 - Connaître l'environnement juridique de la santé au travail et des missions et responsabilités de chaque acteur;
 - connaître les principales interactions santé/travail;
 - savoir élaborer les documents d'évaluation et de prévention des risques.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Parcours Droit Français et Européen des Produits de Santé : entreprises pharmaceutiques, les cabinets d'avocats ou au sein d'autorité de régulation comme l'Agence Nationale des Médicaments et des Produits de Santé (ANSM), ou bien dans le domaine de la recherche, pour ceux se destinant à une carrière universitaire.

Parcours Droit et politique de santé : cadres des établissements de santé, publics et privés, des administrations de l'Etat et des administrations territoriales.

Parcours Droit et management de la sécurité au travail : tous secteurs d'activité, industrie, entreprises publiques, privées

Ces professionnels travaillent :

A) Parcours Droit des produits de santé :

- Direction juridique des laboratoires pharmaceutiques et autres industries de santé
- Syndicats et autres organismes professionnels
- Institutions de santé nationales (ANSM, HAS, DGS...) et européennes (Commission européennes...)
- Sociétés de conseil et cabinets d'avocats

B) Parcours Droit et politique :

- Professionnels de santé dans les agences de sécurité sanitaire (ANSM, ANSES...) dans des établissements de santé, des établissements médico-sociaux, agences sanitaires, organismes d'assurance maladie obligatoire ou complémentaire, structures nationales (HAS, INPES...), ou territoriales (conseils régionaux et départementaux, municipalités), médecine scolaire ;
- L'expertise judiciaire en santé
- les fédérations d'association de patients, associations de patients, organismes de formation, laboratoires de recherche,

C) Parcours droit et management de la santé au travail

- Professionnels dans les entreprises privée et publiques dans le domaine de la sécurité et la santé au travail ;
- Professionnels des services de santé au travail interentreprises et autonomes
- Professionnels des services de médecine de prévention
- Professionnels de prévention en santé au travail d'institutions de prévention : Inspection médicale du travail, Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP...
- Intervenants en Prévention des Risques Professionnels (IPRP)
 - Par ailleurs, d'autres types d'emplois sont accessibles :
- Chargé de formation dans un centre de formation,
- Chargés d'études au sein des organismes d'études (Observatoires Régionaux de la Santé, Bureaux d'études spécialisés) ou de promotion de la santé (Maisons de la Santé, Instance régionale de prévention et d'éducation pour la santé, Associations intervenant dans le domaine de la prévention...).
- Responsable de structures médico-sociales ou sanitaires. : Préparation aux concours des directeurs d'établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux
- Les métiers de la coordination dans des missions d'appui aux institutions, placés en lien direct avec les responsables institutionnels et les autres professionnels notamment les médecins.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1403 : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

La Mention Droit de la Santé sera composée d'un Master 1 pluridisciplinaire et commun ainsi que d'un Master 2 spécifique par parcours

Parcours Droit Français et Européen des Produits de Santé

UE 1 : ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DES PRODUITS DE SANTE 6 ects

UE 2 : RECHERCHE ET PROTECTION JURIDIQUE 7 ects

UE 3 : AUTORISATIONS, ENREGISTREMENT, VIGILANCES, RESPONSABILITES ET ASSURANCE 16 ECTS

UE 4 accès au marché et communication des entreprises 7 ECTS

UE 5 : STAGE 24 ECTS

Parcours Droit et politiques de santé

UE 1 L'organisation administrative et financière du système de santé 3 ECTS

UE 2 Les politiques de santé en France et en Europe 3 ECTS

UE3 Economie de la santé 3 ECTS

UE4 Responsabilités et déontologies 4 ECTS

UE 5 Le droit des établissements publics et privés de santé «3 ECTS

UE 6 Les métiers de la santé : rencontres avec les professionnels (IASS, DH, D3S, AAH, Avocat, Consultant) 3 ECTS

UE7 Gestion territorialisée de la santé et de l'action sociale et médico-sociale (conduite de projets) 3 ECTS

UE 8 Les droits et obligations des personnes malades et des usagers du système de santé 3 ECTS

UE 9 / Méthodologie de la recherche et du mémoire 3 ECTS

UE 10 Langue étrangère 3 ECTS

UE 11 Les modalités d'exercice de la médecine 2 ECTS

UE 12 Le financement de l'assurance maladie et du système de santé 3 ECTS

UE 13 La gestion de l'offre de soins : planification et coopération sanitaires 3 ECTS

UE 14 Bioéthique : aspects anthropologiques et juridiques 2 ECTS

UE 15 Médecine légale et expertise 2 ECTS

UE 16 Pratiques de la santé publique 3 ECTS

UE 17 L'achat public à l'hôpital 3 ECTS

UE 18 Gestion des ressources humaines à l'hôpital 2 ECTS

Mémoire + Stage 10 ECTS

Parcours Droit et management de la santé au travail

UE 1 Droit de la négociation collective 3ECTS

UE 2 Droit de l'emploi 3 ECTS

UE 3 Conclusion et exécution du contrat de travail 3 ECTS

UE 4 Histoire du droit du travail et de l'entreprise 3 ECTS

UE 5 Liberté de circulation et protection sociale 3 ECTS

UE 6 Méthodologie de la recherche et du mémoire 2 ECTS

UE 7 Langue étrangère 1 ECTS

+ Unités d'enseignement spécialisé (6 UE à sélectionner au choix dont 2 obligatoires)

UE 8 Risques professionnels : gestion, prévention, principales nuisances 4 ECTS

UE 9 Le handicap en milieu de travail 4 ECTS

UE 10 Catégories de personnel et santé au travail : femmes enceintes, intérimaires, séniors...4 ECTS

UE 11 Impact de la santé sur la relation de travail 4 ECTS

Stage+mémoire 14 ECTS

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		50% de représentants de l'organisme de formation 50% de professionnels
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		50% de représentants de l'organisme de formation 50% de professionnels
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		50% de représentants de l'organisme de formation 50% de professionnels
Par expérience dispositif VAE prévu en 2010	X		70% de représentants de l'organisme de la formation et 30% de professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 13 Juillet 2015

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le Décret n°2013-756 du 19/08/2013 articles R613-33 à 613-37

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

<http://univ-lille2.fr/ofse>

Autres sources d'information :

<http://formations.univ-lille2.fr/>

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :